



Réponse du Groupe TF1 à la consultation publique de l'ARCEP “bilan et perspectives du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre”

3 juin 2021

A l'attention de :

Autorité de régulation des communications électroniques,
des postes et de la distribution de la presse
Direction Economie et Numérique
14, rue Gerty Archimède
75012 Paris

m18@arcep.fr

- **Q1** : Les contributeurs sont invités à commenter l'état des lieux du marché de gros aval et du marché de gros amont de la diffusion de la TNT.



Réponse TF1

Nous souhaitons nuancer l'analyse de l'ARCEP sur les usages et positionnement de la TNT.

Si le taux d'équipement en téléviseur est effectivement en baisse de 2,1 pts en 2020 par rapport à 2017, celui-ci se maintient à un niveau particulièrement haut et conserve son rôle central au sein du foyer. Les taux d'équipement en ordinateur, tablette, et plus récemment smartphone, semblent par ailleurs avoir atteint un plateau (voir Figure 1), montrant ainsi la complémentarité de ces équipements, notamment en termes d'utilisation à domicile vs. en mobilité.

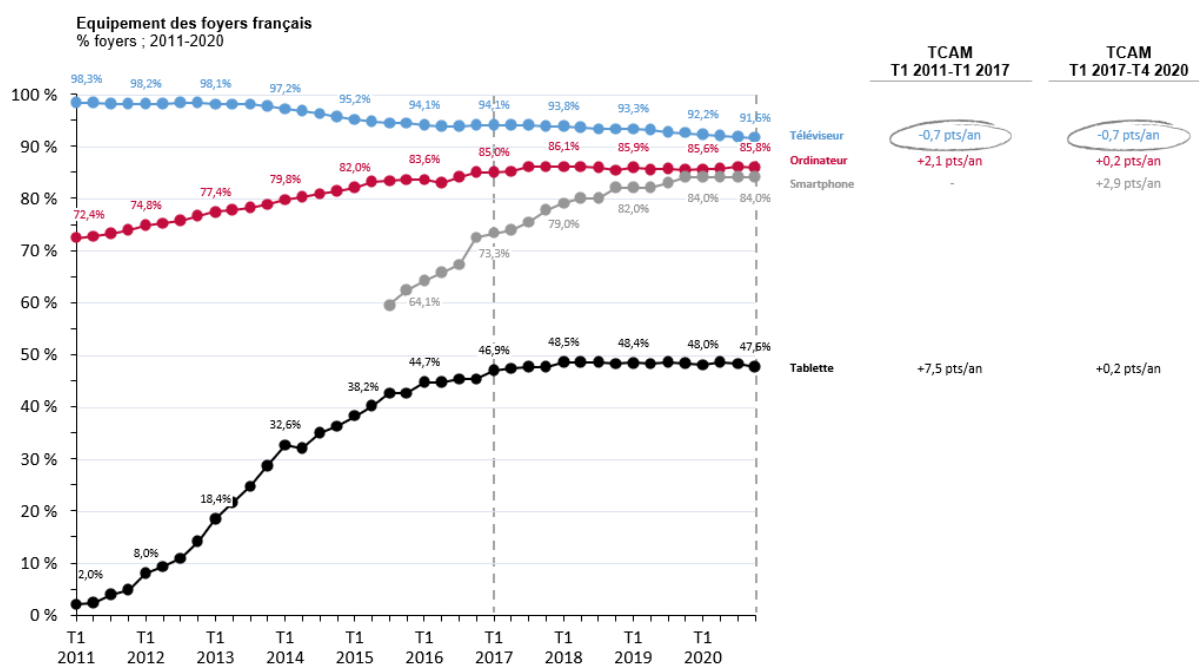


Figure 1 - Taux d'équipement des foyers français de 2011 à 2020 (source Médiamétrie)

Par ailleurs, en raison du multi-équipement des foyers (1,5 TV par foyer en moyenne¹), ces données d'équipement ne sont, à notre avis, pas suffisantes pour analyser l'évolution des usages et l'importance des différents réseaux de diffusion.

...

Tableau 1 - ...

Il est de plus à noter que la plupart des "box" opérateurs actuelles sont conçues pour recevoir à la fois les flux IPTV et TNT, grâce au tuner TNT intégré et à la prise antenne associée. L'expérience montre que de nombreux foyers connectent ainsi leur box à leur antenne râteau, une opération

¹ CSA - Observatoire de l'équipement audiovisuel des foyers - S1 2020

encouragée par les FAI² et particulièrement utile pour les foyers où le débit xDSL permet uniquement la réception d'un flux en SD.

- **Q2** : Avez-vous des commentaires particuliers sur cette description ?



Réponse TF1

Nous regrettons que l'Offre de Référence, relative aux prestations de marché de gros, mais dont les effets sont directement répercutés sur les tarifs d'accès du marché aval, soit illisible pour les opérateurs de multiplex. En tant que clients finaux, nous n'avons ainsi aucun moyen d'apprécier la conformité des tarifs d'accès qui nous sont proposés par les diffuseurs, et notamment les tarifs d'accès que TDF doit lui-même appliquer sur ses propres prestations de diffusion.

La durée des contrats de prestation, imposée à 5 ans³, est par ailleurs contraignante pour le processus de réplique, malgré les quotas de résiliation sans frais alloués à l'opérateur alternatif. Ce mécanisme freine la concurrence, et les opérateurs de multiplex en sont les premiers pénalisés. De notre expérience, nous avons à ce sujet observé que TDF peut bénéficier d'une plus grande souplesse sur les durées de contrat grâce à la formulation "d'Offres Sur Mesure", dont lui seul à la main.

- **Q3** : Comment les opérateurs de multiplex analysent-ils le fonctionnement du marché de gros aval sur la période écoulée (2016-2020) ? Dans quelles mesures la régulation du marché de gros amont a-t-elle facilité ou, au contraire, gêné les mises en concurrence organisées sur le marché aval par les opérateurs de multiplex ?

- **Q4** : Quels commentaires appelle de votre part cette analyse ?



Réponse TF1

De notre point de vue, il est clair que la régulation a facilité les mises en concurrence au vu du nombre de sites répliqués par Towercast ces dernières années, et de l'impact significatif observé sur les tarifs de diffusion lors des appels d'offres.

Le Tableau 2 ci-dessous illustre les bénéfices de cette concurrence sur le périmètre du dernier appel d'offres "Phase 2021" du multiplex SMR6 (renégociation de ... sites, soit ...% du parc de sites TNT) :

...

Tableau 2 - Hausses des tarifs TDF proposés à l'AO SMR6 "Phase 2021"

La différence d'évolution des tarifs entre sites répliqués et sites non répliqués montre l'apport fondamental de la concurrence sur ce marché. En effet, TDF n'hésite pas à baisser ses tarifs pour être compétitif avec le site répliqué de Towercast. A contrario, les tarifs des sites non répliqués "en concurrence par les services" subissent une hausse injustifiée et incompréhensible, alors que les infrastructures TDF sont déjà amorties et que les tarifs de l'énergie n'ont pas subi de telle hausse. De

² Voir par exemple :

https://assistance.orange.fr/tv-decodeur/tous-les-decodeurs/installer-et-utiliser/naviguer-sur-l-ecran-tv/accéder-aux-chaines-et-bouquets/tv-d-orange-et-tnt/tv-d-orange-relier-votre-decodeur-tv-a-votre-antenne-tnt_221093-763840

³ Conditions Générales de Service de l'ODR TDF

même, les sites non répliqués “sans concurrence” n’affichent qu’une hausse modérée, créant ainsi un marché peu attractif pour une réplification de site par un opérateur alternatif.

En se focalisant cette fois sur les tarifs d’accès (Tableau 3 ci-dessous), la différence d’évolution est flagrante entre les sites réputés non répliquables et les sites réputés répliquables, alors que ces 2 typologies de sites devraient avoir une structure de coûts similaire, essentiellement basée sur le coût de l’énergie et de la main d’œuvre. Cette situation révèle donc une incohérence dans le calcul des tarifs d’accès.

...

Tableau 3 - Hausses des tarifs d’accès TDF proposés à l’AO SMR6 “Phase 2021”

Nous nous interrogeons à ce titre sur la pertinence du modèle de coûts de l’ARCEP et la réelle orientation vers les coûts de certains sites non répliquables de TDF. En effet, nous avons constaté à plusieurs reprises qu’après la réplification d’un site réputé non répliquable, TDF était parvenu à baisser son tarif d’accès pour devenir compétitif.

A titre d’exemple, le site de Dijon Nuits Saint Georges était réputé non répliquable, jusqu’à sa réplification par ITAS en 2010. TDF a alors proposé en 2013 un tarif d’accès en baisse d’environ ... % par rapport au tarif proposé en 2010 (voir Figure 2). Le cas du site de Hirson Landouzy est similaire (voir Figure 3). Ce site était réputé non répliquable jusqu’à la proposition d’une réplification par Onecast en 2013. En 2017, TDF a proposé un tarif d’accès en baisse de ...% par rapport au tarif proposé en 2010.

Bien que l’évolution du nombre de multiplex ait pu impacter les tarifs d’accès, le marché est passé de 6 à 8 multiplex en 2012, puis est repassé à 6 en 2016 avec la disparition des multiplex R5 et R8. Or, ces baisses de tarifs consenties par TDF ont été conservées lors des récentes renégociations en 2019 et 2020. Ainsi, en supposant que les tarifs d’accès proposés par TDF aient effectivement été orientés vers les coûts quand ces sites étaient réputés non répliquables, les baisses de tarifs présentées sur les Figures 2 et 3 signifieraient que TDF tarifie aujourd’hui ces sites en dessous de leurs coûts.

...

Figure 2 - Evolution du tarif d’accès TDF de 2006 à 2019 sur le site Dijon Nuits Saint Georges

...

Figure 3 - Evolution du tarif d’accès TDF de 2007 à 2020 sur le site Hirson Landouzy

- **Q5 : Quels commentaires appelle de votre part cette analyse ?**



Réponse TF1

Contrairement à ce qui est mentionné dans la consultation, il n’y a pas, à notre connaissance, de “perspective d’une éventuelle réallocation des fréquences de la bande 600 MHz” en France.

Les échanges sur le sujet des fréquences sont actuellement encadrés par l’ANFR dans le cadre de la préparation de la CMR-23, dont la revue des besoins de la bande 470-960 MHz en Région 1 (Europe, Afrique, Russie, Moyen-Orient) est à l’ordre du jour. A ce titre, aucune quantification précise d’un

besoin en fréquences, justifiant une réallocation de la bande 600 MHz (ou autre), n'a été communiquée par un opérateur mobile en France. Les différentes positions qui ressortent des échanges évoquent à date, soit un maintien à long terme de la bande 470-694 MHz pour la TNT, soit une allocation co-primaire de cette bande avec les opérateurs mobiles après 2030, scénario auquel nous ne sommes pas favorables pour des raisons techniques.

L'exemple de la réallocation aux Etats-Unis de la bande 600 MHz à la téléphonie mobile nous semble par ailleurs peu pertinent. Les besoins et usages en fréquences sont extrêmement différents entre les pays d'une même Région (au sens de l'ITU), et d'autant plus entre les Régions elles-mêmes. En l'occurrence, le contexte de la diffusion hertzienne aux Etats-Unis n'a rien à voir avec le contexte français, d'une part sur le plan technique (contraintes de planification différentes, utilisation dans certaines régions à la fois des bandes UHF (470-608 MHz) et VHF (174-216 MHz)), et d'autre part sur le plan réglementaire (e.g. obligations de couverture, contribution au financement de la production).

Nous réfutons par ailleurs l'idée avancée par l'ARCEP d'un "contre-pouvoir" des multiplex. Les opérateurs de multiplex constituent des sociétés indépendantes les unes des autres, qui plus est dans le cadre de négociations commerciales avec les diffuseurs. Au contraire, les multiplex n'ont que très peu de marge de négociation face au pouvoir des diffuseurs, du fait de leurs obligations de couverture. Le marché aval de la diffusion est ainsi un marché captif, dans lequel le niveau de concurrence est particulièrement faible. Comme l'ARCEP le précise dans le Tableau 2 de la consultation, seuls 222 sites sont en "concurrence par les infrastructures", soit 5% du marché en valeur. Sur le reste des sites, TDF est soit en situation de monopole ("zones sans concurrence"), soit en situation de faible concurrence ("concurrence par les services") du fait des composantes des tarifs liées aux prestations "DiffHF" et "Hébergement". Ces dernières constituent entre ...% et ...% du tarif aval pour les multiplex R6 et R7, contraignant ainsi l'opérateur alternatif à ne pouvoir concurrencer TDF que sur seulement ...% à ...% du tarif.

Ces fortes barrières contraignent à tort le développement de la concurrence et par conséquent la compétitivité des tarifs du marché aval. Une régulation efficace du marché est donc plus que jamais nécessaire.

- **Q6 :** Dans quelle mesure le programme de modernisation de la TNT affecterait-il la composition des multiplex ou les modalités et le calendrier de mise en concurrence des points de service (PS) ?



Réponse TF1

Il nous apparaît difficile de parler d'un "*marché en grande partie figé*" alors que 43% des points de service restent à négocier sur la période 2022-2025. Une absence de régulation sur cette période porte le risque d'une inflation injustifiée des tarifs de diffusion sur ces PS, d'autant plus que le multiplex R7, qui diffuse principalement des chaînes récentes à la situation économique parfois fragile, est particulièrement concerné avec 1336 sites qui seront remis en concurrence sur cette période (correspondant à ...% du budget annuel du multiplex).

Quant à la modernisation de la TNT, la consultation CSA sur l'avenir de la TNT de 2020 a permis au Groupe TF1 d'exprimer une position favorable à un scénario dit "5+1", soit le repli de l'offre actuelle sur 5 multiplex, et la création d'un "mux précurseur" basé sur les nouvelles normes, utilisant les fréquences ainsi libérées. Le repli de l'offre actuelle impliquera probablement une recomposition, sans pour autant, de notre point de vue, impacter le calendrier de mise en concurrence des PS. En revanche, en cas de création d'un nouvel opérateur de multiplex pour diffuser l'offre précurseur, celui-ci procéderait à une mise en concurrence pour contractualiser les 1626 PS. Un cadre de

régulation efficace serait donc essentiel pour garantir la maîtrise de l'évolution des tarifs. A contrario, une incertitude sur cet aspect pourrait décourager la candidature des chaînes au mux précurseur.

- **Q7 :** Comment les éditeurs analysent-ils la substitution de la diffusion filaire à la diffusion hertzienne en termes de risques ou d'opportunités ? Quels seraient les freins ou restrictions à une telle substitution ? Existe-t-il en particulier des freins en termes de qualité de service ?



Réponse TF1

Si l'on raisonne en termes d'équipement, l'évolution passée des modes de réception affiche effectivement une croissance de l'IPTV et une érosion de la TNT. Nous contestons cependant l'idée d'une "substitution" de la plateforme TNT par l'IPTV, mentionnée plusieurs fois dans cette consultation et illustrée de façon trop simplifiée.

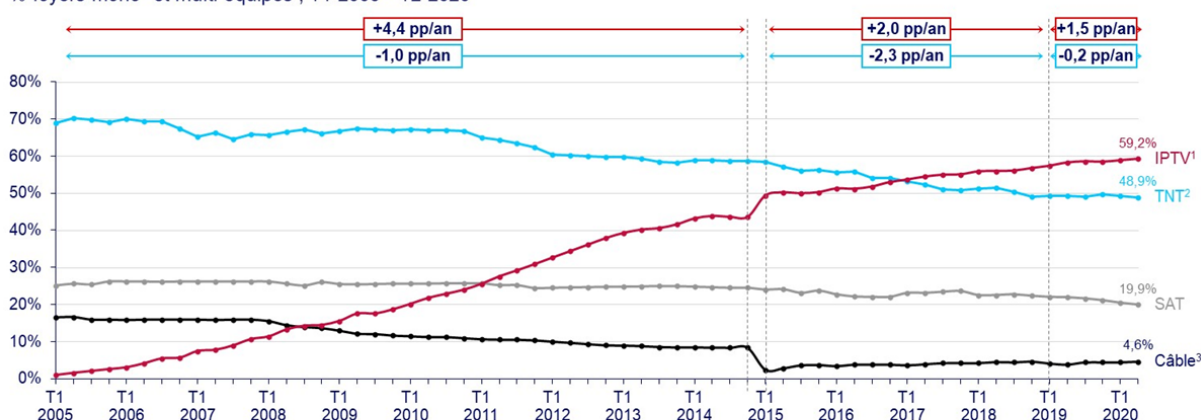
Les chiffres de l'observatoire des équipements audiovisuels du CSA en série longue 2005-2020 (voir Figure 4 ci-dessous), montrent de façon factuelle que :

- La croissance de l'IPTV depuis 2005 est indéniable, mais affiche un ralentissement depuis le T1 2015 (hors inclusion des abonnés câble au T1 2015 qui ne représente pas une "adoption volontaire" de l'IPTV par ces foyers - la croissance de l'IPTV aurait été de 4,8 pp/an sur T1 2005-T1 2015 s'ils avaient été inclus) ;
- L'érosion de la TNT sur 2005-2015 (-1,0 p.p./an) est restée fortement en-deçà de la croissance de l'IPTV sur la même période (+4,4 p.p./an) ;
- La période 2015-2018 affiche un croisement des courbes IPTV et TNT de valeurs globalement équivalentes ;
- Depuis le T1 2019, la TNT se maintient, avec une très légère baisse (-0,2 p.p./an).

Si la période 2015-2018 pourrait donc en effet être analysée (du moins partiellement) comme une substitution de foyers TNT par des foyers IPTV, celle-ci ne peut absolument pas être généralisée. L'évolution des 10 années précédentes le démontre (l'érosion de la TNT est largement moindre que la croissance de l'IPTV, il n'y a donc pas substitution), tout comme plus récemment, l'évolution sur 2019-2020.

Modes de réception de la TV linéaire sur écran TV – Mesures trimestrielles

% foyers mono- et multi-équipés ; T1 2005 - T2 2020



(1) Inclut les abonnés câble (hors service antenne) à partir de T1 2015 ; (2) Inclut l'analogique hertzien jusque 2011 ; (3) Service antenne uniquement à partir de T1 2015
Source : CSA – Observatoire des équipements audiovisuels

Figure 4 - Evolution des modes de réception de la TV linéaire sur écran TV (source CSA)

Par ailleurs, une diffusion filaire des services TV n'est pas sans impact sur la qualité audiovisuelle perçue au niveau du téléviseur. Si la qualité d'encodage est bien uniforme en TNT sur la totalité du territoire, celle du réseau IPTV varie fortement d'un opérateur à un autre, principalement en raison du choix de ses équipements, configurations techniques et SLA. Cet impact sur la qualité est évidemment plus fort en OTT, du fait des variations de débit sur toute la chaîne technique (notamment la charge des réseaux et les usages parallèles au sein d'un même foyer).

Il est également à noter qu'en termes de bilan carbone, la TNT est particulièrement vertueuse, contrairement à une réception de la télévision via les réseaux filaires. L'Association Technique des Editeurs TNT (ATET), dont TF1 est membre, participe actuellement à une étude paneuropéenne visant à estimer l'impact carbone des réseaux TNT, OTT et IPTV. Les résultats préliminaires (voir Figure 5) montrent clairement le faible impact carbone d'une réception TNT (hors consommation du téléviseur) par rapport à une réception via OTT ou IPTV.

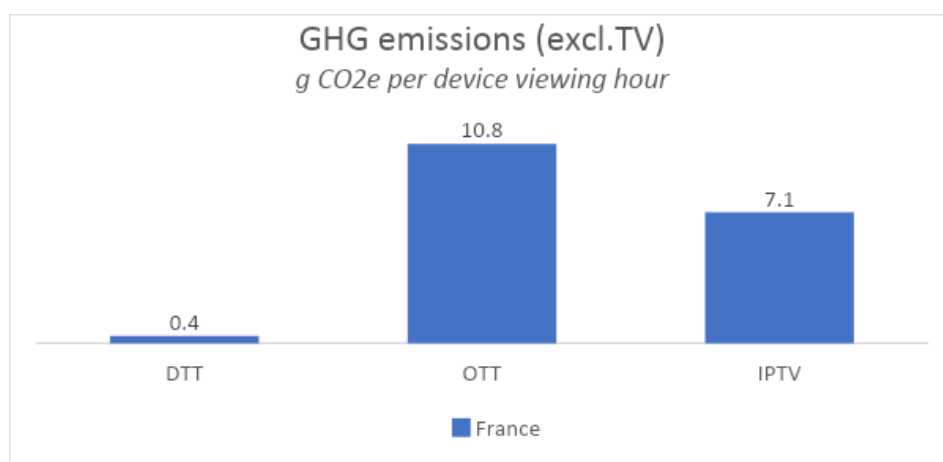


Figure 5 - Impact en gCO2 par réseau de distribution pour 1 heure de visionnage (hors consommation du téléviseur)

Enfin, l'ARCEP oppose l'argument de la gratuité de la TNT à la progression des services OTT gratuits. Cette comparaison est erronée car l'accès à un service OTT est indirectement payant via l'abonnement internet d'un opérateur. La TNT reste l'unique moyen d'accès totalement gratuit à la télévision (sous réserve de disposer d'une antenne râteau ou d'un réseau câblé dans le cas d'un immeuble collectif - dispositifs déjà largement répandus sur le territoire).

- **Q8 :** En quoi une telle substitution est-elle de nature à affecter le modèle économique des éditeurs ? En cas d'effets négatifs, quelles seraient les mesures susceptibles de les limiter ?



Réponse TF1

Dans le cas où la distribution audiovisuelle devenait essentiellement filaire, le modèle économique des éditeurs pourrait subir le risque d'une situation de dépendance vis-à-vis des opérateurs. Ceux-ci pourraient ainsi utiliser, par exemple, cette position en imposant un système de "péage" impactant les recettes publicitaires. Ce scénario est d'autant plus probable que les négociations avec les opérateurs sur la publicité segmentée ont mené à une érosion significative de nos marges sur ce périmètre.

- **Q9** : Comment analysez-vous le déploiement des réseaux filaires à haut et très haut débits ? Le débit de 8 Mbit/s vous paraît-il suffisant pour assurer la diffusion audiovisuelle avec un bon niveau de qualité ? En termes de couverture, faut-il faciliter, et comment, l’extension de l’emploi du satellite ?



Réponse TF1

Malgré la hausse du nombre d’abonnements internet haut et très haut débit en France, nous questionnons l’accès “à horizon 2022” au très haut débit pour la “très grande majorité du territoire”, notamment dans les zones moins denses du territoire.

D’après l’ARCEP⁴ (voir Figure 6), la couverture FttH, principale technologie offrant l’accès au très haut débit, reste aujourd’hui très hétérogène en France, avec près de la majorité des départements n’offrant qu’une couverture inférieure à 50%. En considérant que la forte croissance des déploiements FttH observée ces dernières années s’est faite en priorisant les travaux dans les zones denses, il est difficile d’imaginer que celle-ci puisse conserver son rythme actuel au fur et à mesure de la couverture de zones de moins en moins denses, qui plus est pour atteindre la “majorité du territoire” à horizon 2022. La plateforme TNT restera ainsi fort probablement, au cours des prochaines années, le seul réseau permettant la réception de la télévision en haute définition sur la presque totalité du territoire (97%), et ceci de façon homogène (couverture minimum de 91% par département).

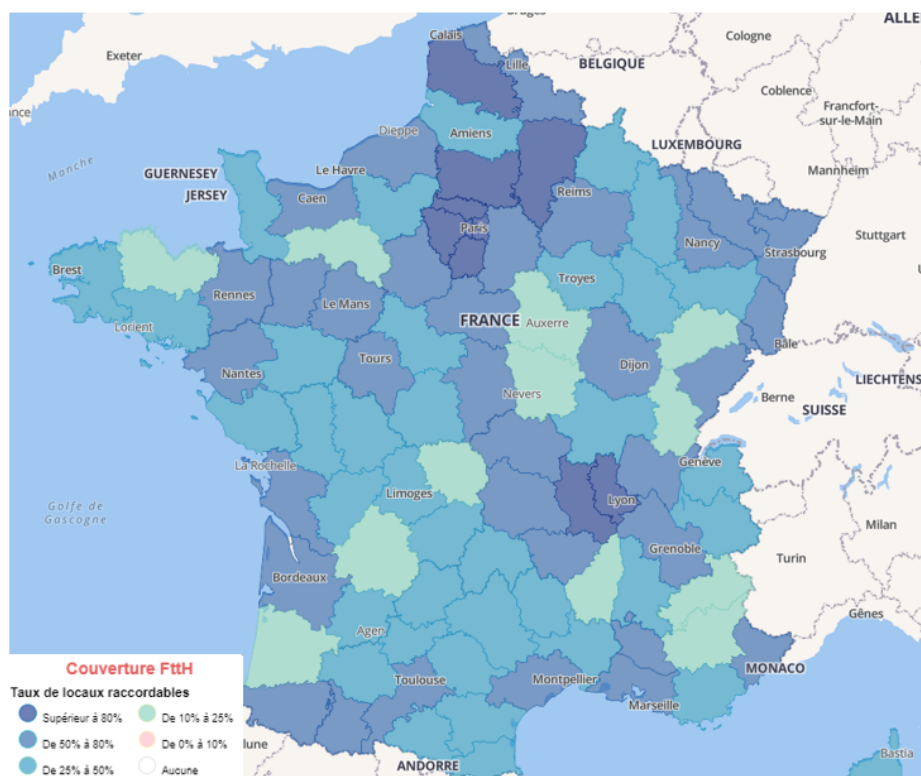


Figure 6 - Taux de couverture FttH par département au T4 2020 (source ARCEP)

Par ailleurs, nous considérons qu’un débit de 8 Mb/s ne constitue qu’un minimum pour la consommation de contenu en qualité satisfaisante sur un réseau IPTV. Ce débit ne permettra cependant pas d’offrir une bande passante suffisante pour d’autres usages en parallèle (e.g. VoD, surf, téléchargement) alors même que les écrans se multiplient au sein d’un même foyer. Un débit

⁴ Carte interactive disponible sur cartefibre.arcep.fr

minimum d'environ 24 Mb/s nous semble alors indispensable pour garantir une consommation "multi-usages" au sein d'un même foyer.

Enfin, le satellite doit uniquement être considéré comme une technologie "de complément", du fait de l'impossibilité de l'installer dans de nombreux cas de figures (e.g. immeubles collectifs dont la distribution collective nécessiterait une infrastructure spécifique).

- **Q10** : Quels commentaires appelle de votre part cette analyse ?



Réponse TF1

Nous ne partageons pas l'analyse sur la prédominance des écrans mobiles. L'analyse du Bilan 2019 du CNC et la méthodologie adoptée ne nous paraissent pas pertinentes dans le cadre d'une consultation portant sur la TV linéaire. En effet, la mesure en "nombre de vidéos vues" ne se prête pas à une étude de la consommation audiovisuelle impliquant la TV linéaire. De même, le CNC précise dans ses remarques méthodologiques que *"la télévision en ligne inclut la télévision de rattrapage ainsi que [...] la consommation des chaînes en direct sur les autres supports que la télévision"*.

Au contraire, malgré le développement des usages en mobilité, le téléviseur garde son rôle central pour la consommation audiovisuelle, notamment à domicile. Comme observé sur la Figure 7, le haut niveau de la DEI TV⁵ (3h58 en 2020 sur les 4+, 3h40 en 2019) est essentiellement mesuré sur de la consommation de live sur téléviseur à domicile (~90% de la DEI 4+ en 2019).

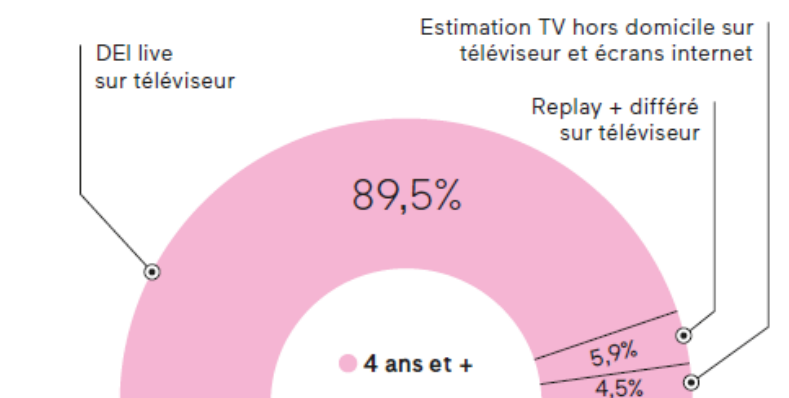


Figure 7 - Répartition de la DEI 2019 selon le mode de consommation⁶

Enfin, même si les usages non-linéaires se développent, encore 85% du temps d'usage quotidien du téléviseur est alloué à regarder des programmes TV en live (voir Figure 8), contrairement aux autres usages tels que la VoD et les applis dans le cas d'une TV connectée.

⁵Pour rappel, la DEI TV intègre la consommation domicile et hors domicile, de live et replay, sur 4 écrans - TV, mobile, tablette, ordinateur

⁶ Médiamétrie via SNPTV, Les + de la TV 2020

85%

Temps accordé à regarder
des programmes TV quand
la télévision est allumée

Répartition du temps TV ON (téléviseur allumé)

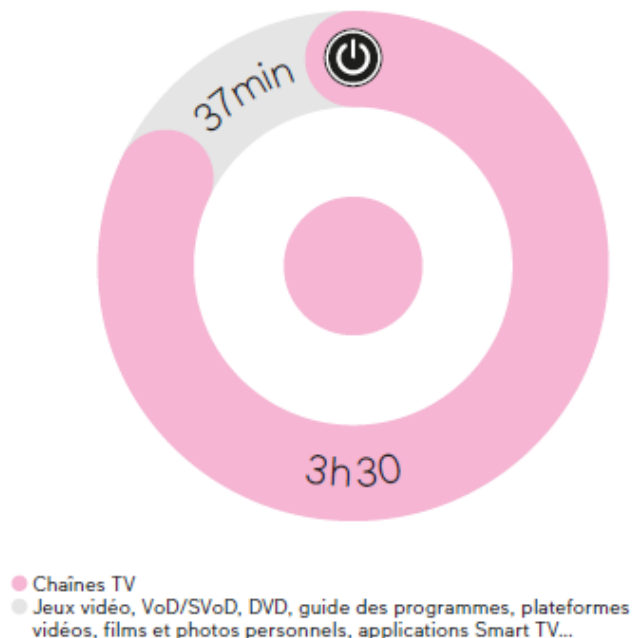


Figure 8 - Répartition du temps d'usage du téléviseur en 2019⁷

- Q11 : Quels commentaires appelle de votre part cette analyse ?



Réponse TF1

Comme précisé à la question n°5, l'argument d'une "asymétrie technologique sur les usages du spectre entre les différentes régions" n'est pas valable au vu des différences d'usage entre les pays et les Régions de l'ITU. Si le besoin de la bande actuelle 470-694 MHz pour la TNT a clairement été établi (et partagé à l'ANFR par l'ATET en mai 2020 dans le cadre des travaux préparatoires de la CMR-23), les opérateurs mobiles n'ont jamais quantifié leur besoin, autrement que par une "stratégie de maximisation" consistant à demander une utilisation de toute la bande UHF, sans appui d'aucune étude.

Plus généralement, l'analyse des modes de réception, notamment TNT et IPTV/OTT, ne peut se réduire à une opposition entre ces 2 types de réseau. Au contraire, les qualités de la TNT (couverture, qualité, gratuité, simplicité, faible impact carbone) en font un réseau parfaitement complémentaire au développement des réseaux HD/THD pour accompagner les nouveaux usages audiovisuels. La TNT apparaît en effet comme le réseau le plus adapté pour une consommation de TV "linéaire", alors que les réseaux HD/THD permettent l'accès depuis une TV connectée aux services interactifs (replay, VOD, startover, etc.) des éditeurs grâce à la norme HbbTV. Cette complémentarité est d'autant plus renforcée par le fait que la DEI TV⁸ reste à un très haut niveau, malgré le développement d'usages délinéarisés sur les autres supports (téléphones, tablettes, ordinateurs).

⁷ Médiamétrie via SNPTV, *Les + de la TV 2020*

⁸ DEI Médiamétrie 4+ : 3h40 en 2019, 3h58 en 2020, 3h55 au T1 2021

Face à ce constat, le modèle économique de la TNT doit être conservé et garanti par une régulation efficace du marché de gros, dont les tarifs se reflètent directement sur le marché aval.

- **Q12** : Quels commentaires appellent de votre part cette proposition d'engagements ?



Réponse TF1

Cette proposition d'engagements de TDF nous paraît totalement insuffisante pour garantir le maintien et le développement d'une concurrence, et ainsi la compétitivité des tarifs du marché aval. Il nous paraît au contraire essentiel que l'ARCEP maintienne une véritable régulation ex ante du marché de gros amont avec des conditions renforcées par rapport au précédent cycle.

Les quatre cycles de régulation menés par l'ARCEP n'ont en effet pas su prévenir la situation concurrentielle difficile que nous rencontrons actuellement sur le marché aval, avec la persistance de la position dominante de TDF (également en position de quasi-monopole sur le marché amont). Nous regrettons de plus que les différentes recommandations que nous avons formulées lors des précédentes consultations publiques de l'ARCEP n'aient pas été retenues. Le constat d'échec de ces 4 cycles de régulation doit conduire l'ARCEP à prendre des mesures beaucoup plus ambitieuses dans le cadre d'un cinquième cycle (notamment par exemple, un renforcement du contrôle du modèle de coûts afin d'éviter les situations telles qu'observées et présentées aux questions n° 3 et 4).